

La République

Quotidien d'information générale - Série III n° **1299** Prix : 3.000 FC

Directeur de Publication : Jacques Famba

Tél. 0899311288 - 0998190510, Courriel : larepublique@nyota.net, www.nyota.net

Récépissé n°MIN/CM/LMO/053/2015

Débâcle de la justice

(Page 12)

Fatshi invité à s'assumer !

JM. Kabund sollicite l'implication de Mboso pour son assignation en résidence surveillée

(P. 4)

Plus un sou dans la caisse, le HCR veut se "réfugier" !

(P. 4)



Le SG Bolengetenge est formel

(Page 12)

Ensemble ne partagera pas le bilan de F. Tshisekedi !

Sur Ordonnance présidentielle

Nouveaux dirigeants à la Snel, à la Regideso et au Foner

(Page 3)

Nyota TV

Retrouvez-nous sur 348 Canal+!

C1, TPM-VIPERS de ce samedi

Moïse Katumbi mobilise les supporters

(Page 11)

Kinshasa**Bouclage à Mombele : la Police réalise une grande moisson des Kuluna**

Pas d'entrée, pas de sortie sauf pour les élèves et les enseignants. La Police mène, ce mardi 11 octobre, une opération de bouclage dans le quartier Mombele, dans la commune de Limete, à Kinshasa, pour arrêter de présumés Kuluna, les membres des gangs brutaux qui sèment la terreur dans certains quartiers de la capitale congolaise.

C'est la deuxième opération de ce type en moins de deux semaines à Kinshasa.

Au moins 460 personnes avaient été interpellées

le 30 septembre à Kinshasa dans les quartiers de la commune de Lingwala et celle de Kinshasa. Beaucoup avaient été relâchées. 115 parmi elles avaient été déjà identifiées par les forces de l'ordre comme faisant partie des Kuluna.

Certains seront envoyés à Kaniama Kasese pour intégrer le Service national. Ils se trouvent encore dans la capitale en attendant la logistique pour leur départ. D'autres, selon les faits reprochés, vont être déferés devant la justice, rapportait la Police.

Olivier Muamba/
actualite.cd

Maniema**Bilan : 366 cas de trouble mental enregistrés en 2021**

Le centre neuropsychiatrique AMK du diocèse de Kindu (Maniema) a enregistré trois cent soixante-six cas de trouble mental en 2021. Le docteur Alex Mulaghalalya, médecin assistant technique du programme santé mentale, coordination provinciale du Maniema, a donné ces chiffres à l'occasion de la célébration ce lundi 10 octobre à Kindu de la journée mondiale la santé mentale.

« Par rapport à notre province, en 2021, nous avons enregistré 366 cas de trouble mental. Ces chiffres concernent uniquement les cas consultés au centre

neuropsychiatrique AMK du diocèse de Kindu qui travaille en partenariat avec l'Etat congolais. Comme le centre n'est pas financé, les malades doivent payer eux-mêmes les soins », a révélé le docteur Alex Mulaghalalya.

Selon lui, la santé mentale constitue un problème réel de discrimination et de rejet dans cette province. Il a exhorté toute la communauté à éviter toute discrimination à l'égard des malades mentaux et les chambres de prière à ne pas enchaîner ces malades.

Le docteur Alex Mulaghalalya a par ailleurs appelé à la sensibilisation de la population sur le stress, qu'il faut éviter.

Sud-Kivu**Plus de 37.000 personnes affectées par des troubles mentaux en 6 mois**

Plus de 37.000 personnes affectées par les troubles mentaux ont été enregistrées au Sud-Kivu de janvier à juin 2022.

Dans une adresse à la presse en marge de la journée mondiale de la santé mentale le 10 octobre dernier, Gaston Lubambo, chef de division provinciale de la santé au Sud-Kivu, a indiqué que le stress, les inégalités sociales, les guerres et les catastrophes sont parmi les causes identifiées des troubles mentaux en province.

« L'environnement social dans notre province est à la base des problèmes mentaux. Cet environnement est caractérisé par la pauvreté, le stress cumulatif, des inégalités sociales, des conflits, la discrimination, des guerres et des catastrophes », a-t-il déclaré.

Gaston Lubambo, précise que les gens doivent briser la peur et la stigmatisation pour une prise en charge des problèmes de santé mentale.

Pour se prévenir des problèmes mentaux, le chef de divi-



sion provinciale de santé conseille le divertissement et le repos.

« Pour assurer votre santé mentale, il faut avoir le temps de se reposer, faire un minimum de sport, avoir le soutien social, consacrer quelques minutes à écouter une bonne musique etc », a-t-il martelé.

Le chef de division provinciale de la santé du Sud-Kivu plaide pour l'intégration des

soins mentaux dans les composantes des soins de santé primaire pour faciliter une prise en charge rapide.

Il sied de signaler que la 30ème journée mondiale de santé mentale a été commémorée sous le thème : « Faire de la santé mentale et du bien-être pour tous, une priorité mondiale ».

Déogratias Cubaka, à Bukavu

Kingabwa**Le P-DDRCS prêt à commencer les activités**

Le programme de désarmement, démobilisation, réinsertion communautaire et stabilisation «P-DDRCS» en Ituri dispose déjà d'une ébauche de son plan opérationnel provincial.

Ce document bien qu'encore inachevé, a été élaboré au cours d'un atelier tenu du jeudi 06 au lundi 10 octobre 2022 à Bunia, chef-lieu de province, et auquel ont pris part des acteurs de la société civile, des représentants de certaines communautés, des autorités administratives, des partenaires du système des Nations-Unies, etc...

Le coordonnateur provincial du P-DDRCS en Ituri renseigne que ce plan a été conçu tout en prenant en compte les besoins des communautés.

«Aujourd'hui, je peux me réjouir de constater que

le P-DDRCS/Ituri a déjà un document qui pourra lui permettre de mener les activités, de commencer les activités sur terrain. Voilà ce que nous venons de faire durant ces 4 jours. Nous avons tenu compte de tous les besoins parce que nous avons collecté les besoins de différentes communautés, nous avons intégré aussi les activités qui ont été prévues dans les différentes feuilles de route élaborées par les communautés ou les groupes armés. Ici, je parle de la CODECO, le FPIC... Ils avaient élaboré des feuilles de route. Donc, dans l'élaboration de ce plan opérationnel, nous avons tenu compte de toutes les activités prévues dans ces feuilles de route», a dit Willy Abibu Sebu, dans une interview à la presse.

Selon la même source, une équipe restreinte va toi-

letter ce document avant sa transmission à la coordination nationale du P-DDRCS pour validation.

Le vice-gouverneur de l'Ituri, le commissaire divisionnaire Alongaboni Benjamin, qui a représenté le gouverneur militaire à la clôture dudit atelier, estime que ce plan sera «une boussole qui guidera l'effectivité des activités du programme tant attendue».

Il sied de noter que des groupes armés signataires d'actes d'engagement unilatéraux de cessation des hostilités à savoir la CODECO (Coopérative pour le Développement du Congo) et le FPIC (Front Patriotique et Intégrationniste du Congo), attendent depuis plusieurs mois le début effectif des activités de ce programme pour déposer les armes.

Séraphin Banangana depuis Bunia

Pologne

Clémentine Shakembo a présenté ses lettres de créance au président Andrzej Duda

Le lundi 10 octobre 2022 en début d'après midi, Mme l'ambassadeur de la RDC auprès de la Pologne et de la Hongrie, Mme Clémentine Shakembo a présenté à Varsovie ses lettres de créance au Président de la République de Pologne, Andrzej Duda. Ensuite, elle a déposé une gerbe de fleurs au monument du soldat inconnu avant de recevoir ses invités à sa résidence pour une cérémonie de réjouissance à cette occasion. Parmi ses invités certains autres ambassadeurs dont un ancien chef de mission diplomatique à Kinshasa, le Vice ministre polonais de l'Agriculture, Henryk Kowalczyk, ainsi que d'autres diplomates et des Congolais de Varsovie.



LR

Sur Ordonnance présidentielle Nouveaux dirigeants à la Snel, à la Regideso et au Foner



Le Président de la République Félix Tshisekedi a signé, dans la nuit de lundi 10 octobre à mardi 11 octobre 2022, une série d'ordonnances portant nomination des nouveaux mandataires publics dans trois entreprises du portefeuille de l'État en l'occurrence la REGIDESO, la Snel et le Foner.

Ces ordonnances y afférentes ont été lues à la Radio Télévision Nationale Congolaise (RTNC) par Tina Salama, porte-parole adjointe du Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi.

Lusinde Walusangi et David Tshilumba ont été nommés lundi soir par le président Félix Tshisekedi directeurs généraux respectivement à la Société nationale d'électricité (Snel) et à la Régie de distribution d'eau (REGIDESO) aux termes des ordonnances lues sur les antennes de la Radiotélévision nationale congolaise (RTNC).

Aux termes de mêmes ordonnances, le chef de l'Etat a nommé également MM. Kisolekele Nsamba, président du Conseil d'administration (PCA) et Lwamba Muba Teddy directeur général adjoint de la Snel.

Des nouveaux mandataires sont nommés aussi au Fonds national d'entretien routier (FONER). Il s'agit notamment d'Alunzo Ngoy Lubeka, Pierre Bundoki Ndongala et Mme Georgine Selemani respectivement directeur général, directeur adjoint et président du Conseil d'administration.

Ci-dessous la liste des mandataires nommés dans ces trois Entreprises Publiques :

REGIDESO SA

DG : **David Tshilumba**
PCA: **Thomas Kalumba**

Membres du Conseil d'administration

Tomas Maketa
David Tshilumba
Jimmy Tshibangu
Ben Kankonde
Bernard Kayumba

FONER SA

PCA: **Guy Alonzo**
DG : **Pierre Ndongola**

Membres du conseil d'administration

Guy Ngoyi
Pierre Ndongala
Clément Baruti
Dénis Tshilombo

Snel SA

PCA: **Kisolekele**
DG: **Lusinde Fabrice**

Membres du conseil d'administration

kisolekele Nsamba
Lusinde Fabrice
Nsingi pululu
Lenga Alexis
Bisambi Roger
Batumike Aurelie
Dede Kodoro

LR

Mai-Ndombe

Calme précaire depuis près de deux semaines à Kwamouth

Après des vives tensions entre les communautés Teke et Yaka dans le territoire de Kwamouth dans le Mai-Ndombe, qui ont occasionné une centaine de morts, plus de 250 maisons incendiées et près de 35.000 déplacés, la Société civile rapporte qu'une accalmie s'observe depuis près de deux semaines.

En effet, ce lundi 10 octobre, un hélicoptère militaire est venu acheminer dix assaillants présumés auteurs des violences dans ce coin du pays.



Selon les informations de la Radio okapi, cette situation est également constatée à Bagata (Kwilu), où quelques hommes armés avaient fait incursion en septembre dernier, jusqu'à la cité de Fatundu.

Selon la même source, cette accalmie fait suite à la présence des militaires venus récemment du côté de Bandundu, qui intensifient des patrouilles dans tous les coins du territoire dans le but de restaurer l'autorité de l'Etat.

Dans la foulée, le vice-président de la société civile de Kwamouth, Martin Suta a renseigné qu'aucun cas de tuerie ou d'incendie des villages n'est signalé avant d'ajouter que « les axes Mongata-Masiambio-Bandundu et Masiambio-Kwamouth sont totalement sous contrôle militaire, et la circulation est redevenue libre ».

Par ailleurs, plusieurs sources locales affirment que les jeunes de cette cité ont levé l'option de passer nuit sous la belle étoile pour contrer toute attaque de la cité. Selon eux, ces assaillants auraient promis des représailles à la suite de l'arrestation de leurs amis.

Ce présumé conflit foncier entre peuples Teke et Yaka qui a éclaté à Kwamouth avant de s'étendre à d'autres provinces voisines, a duré plus de deux mois.

Lors de la dernière réunion du conseil des ministres, le Président Tshisekedi a déploré ce conflit qui couvre depuis plus d'un mois dans le territoire de Kwamouth, lequel a pris des proportions inquiétantes

avec des pertes en vies humaines et matérielles.

« Cette situation inacceptable vient troubler la paix entre communautés qui ont toujours vécu en harmonie », a-t-il déclaré tout en lançant un appel au calme à l'ensemble de la population du Grand Bandundu qu'il a exhorté à redoubler de vigilance pour dénoncer tout acte susceptible d'exacerber le conflit.

En outre, Félix Tshisekedi a encouragé le ministre des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale à activer rapidement un Plan de gestion des flux migratoires et des impacts sociaux comme réponse rapide et efficace pour une prise en charge d'urgence. Il a été aussi chargé de lancer, sans délai, une campagne de solidarité nationale en mettant à contribution la société civile pour la sensibilisation de la population à cultiver la paix dans ce coin du pays.

Entre-temps, le vice-premier ministre, ministre de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires Coutumières, la ministre d'Etat, ministre de la Justice et Garde des Sceaux et le ministre de la Défense Nationale et Anciens Combattants, à travers leurs services spécialisés sous la supervision du premier ministre, ont été chargés de documenter des faits infractionnels sur l'ensemble du périmètre de la zone de conflit et d'accélérer le rétablissement de l'ordre public.

Raphaël Firió/politico.cd

Certification des pertes des pétroliers Le gouvernement dit avoir plus de 57 millions USD



Le ministère des finances annonce avoir mis en place « un processus rigoureux de certification des pertes et manque à gagner des sociétés pétrolières » dans le but « d'assainir le secteur et ainsi en améliorer la transparence ».

C'est dans ce cadre, ajoute-t-il, que des économies de l'ordre de 57,6 millions USD ont été réalisées ce jour au profit du Trésor public.

Pour le contexte, en juin dernier, Célestin Twite, Secrétaire général à l'Economie, expliquait que le Gouvernement subventionne les produits pétroliers à hauteur de 2 561 FC (1,2 USD) sur le prix du litre à la pompe. S'il fallait appliquer la vérité des prix,

le litre d'essence dans la zone d'approvisionnement Ouest, par exemple devrait coûter 4 906 FC.

Le gouvernement annonce que 384,2 millions USD ont été payés cette année au profit des sociétés pétrolières et logistiques. A ce jour, la dette restant à payer aux sociétés pétrolières se chiffre à 159,3 millions USD, selon le ministère

des finances.

Le processus de certification des pertes et manque évoqué par le ministère vise à éviter des erreurs du passé. L'opinion se souvient du rapport de l'Inspection Générale des Finances (IGF) à la suite d'une mission de contrôle effectuée en juillet 2019 qui faisait état de « la disparition d'un montant de 15 millions USD de bonus de l'Etat prélevé sur les revenus des produits pétroliers, des erreurs de calcul dans la répartition de la créance de 100 millions USD à rembourser, par le trésor public aux sociétés pétrolières ».

Les "jeunes protestants" sollicitent F. Tshisekedi contre la spoliation des terrains de l'ECC



Dans un point de presse tenu le mardi 11 octobre 2022 pour présenter le programme de ses activités de ce mois, la jeunesse protestante de l'Église du Christ au Congo a dénoncé les spoliations dont est victime l'ECC. Elle a sollicité l'intervention personnelle du président Félix Tshisekedi pour trouver une solution face à cette situation qui « tend à troubler la paix ».

Les représentants des jeunes de l'ECC ont annoncé le lancement du mois de la jeunesse protestante du 12 au 19 octobre à Gemena, qui sera clôturé du 22 au 31 octobre à Kisangani et la tenue des activités telles que :

- Les enseignements bibliques, intercessions pour l'Église, la nation ;
- La réunion du Comité Exécutif national et les conférences thématiques dans le but de renforcer la culture de la paix et l'entrepreneuriat des jeunes par une vie chrétienne et citoyenne responsable en participant activement à la consolidation de la démocratie, de l'État de droit, de la paix, de l'unité et du développement du pays.
- La jeunesse protestante de l'ECC a fait savoir au cours de ce point de presse que ces différentes activités vont spécifiquement permettre de :
 - Mobiliser les jeunes à participer activement à la matérialisation de la vision de l'Église et de son représentant légal dans les missions évangéliques, prophétiques et socio-économiques ;
 - Consolider les acquis des différentes missions en provinces telles que : réveil spirituel, l'unité des jeunes des différentes communautés, l'éducation à la culture de la paix, l'esprit de l'entrepreneuriat et de l'autonomie par la mise en place des projets et programmes de développement des jeunes ;
 - Vulgariser les différents textes juridiques de l'ECC et de la FNJP ;
 - Mobiliser et former les leaders des jeunes qui participent au Congrès National de la FNJP et du Synode National de l'ECC au leadership de communion et de développement ;
 - Mobiliser et former les jeunes à l'éducation civique et électorale ;

JM. Kabund sollicite l'implication de Mboso pour son assignation en résidence surveillée

Le collectif des avocats du député national Jean-Marc Kabund a transmis, ce lundi 10 octobre, une « requête en main levée de la détention irrégulière » de leur client à la prison centrale de Makala au président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso.

Les avocats conseillers de Kabund rappellent au président de la chambre basse du parlement que la Cour de cassation avait placé Kabund en résidence surveillée, ce qui exige « la sortie de leur client de la prison, laquelle n'est pas une résidence ».

« Nous vous saisissons par la présente requête en main levée de la détention de l'Honorable KABUND-A-KABUND Jean-Marc et en recouvrement de sa liberté totale afin de lui permettre de participer à toute la session parlementaire de septembre. Vous prendrez donc cette décision en toute légalité conformément aux dispositions susvisées qui investissent l'Assemblée nationale du pouvoir de mettre fin à toute détention ou poursuite contre un député national dès la reprise de la session parlementaire depuis le 15 septembre 2022 », écrivent les avocats de Kabund à Christophe Mboso.

Par ailleurs, ils accusent le parquet général près la Cour de cassation de violer « impunément » la décision de la Cour de cassation assi-



gnant Kabund en résidence surveillée.

« En effet, de par la qualité d'un élu et de député national de la législature en cours de notre client, nous avons l'obligation de rappeler à votre attention que la détention précitée est faite en violation flagrante des dispositions tant constitutionnelles, légales que réglementaires de l'Assemblée nationale dont vous avez la mission de faire respecter. Depuis lors, le Parquet général viole ainsi impunément les droits et les libertés publiques de notre client en détention illégale, et dont les droits ont été violés de bout en bout », ont-il ajouté.

JM Kabund est poursuivi pour avoir tenu, au cours d'un point de presse, des propos qualifiés d'injurieux, de nature à alarmer la population et à porter atteinte à l'honneur dû aux institutions publiques et à la dignité du Chef de l'Etat. L'affaire a été déjà fixée à la Cour de cassation lors de la dernière audience du 12 septembre, à laquelle Kabund ne s'est pas présenté physiquement pour des raisons de santé. La prochaine audience se tiendra le 17 octobre prochain. Pour rappel, c'est depuis le 09 août que JM Kabund est détenu à la prison de Makala.

Ivan Kasongo/actualite.cd

- Identifier et former les jeunes ayant des ambitions politiques pour les échéances avenir ;
- Mobiliser les jeunes à prendre part active à la gestion de la chose publique à tous les niveaux ;
- Préparer les jeunes aux stratégies de communication et mobilisation sociale.

Par ailleurs, la jeunesse protestante de l'ECC a estimé qu'à ce jour, deux secteurs à savoir la justice et le secteur foncier, mettent mal à l'aise l'Église et l'ensemble du pays. Elle a également, à cette occasion, sollicité l'implication de Félix Tshisekedi sur les questions de spoliation des terrains dont est victime l'ECC.

« Saisissant cette occasion, la jeunesse informe à l'opinion nationale et internationale que deux secteurs mettent mal à l'aise l'Église et ses fidèles, voire la population toute entière, notamment, les cours et tribunaux qui sont devenus des lieux de promotion des antivaleurs et la porte d'entrée des différentes malédictions dans notre pays, le secteur foncier où les circonscriptions foncières participent activement à la spoliation du patrimoine public en général et privé en particulier en s'attaquant même aux concessions de l'Église », a indiqué cette jeunesse.

À l'en croire les concessions de l'Église menacées sont les suivantes :

- La concession de l'ECC 63ème CSEA à KASA-VUBU « spoliée avec la contribution du président du Sénat Modeste Bahati » et du pasteur Yvan CASTANOU ;
- La concession de la Fédération des femmes à Kinkole ;
- La concession de l'ECC/KINKOLE où sera érigée la faculté de médecine pour la formation de la jeunesse ;
- La Concession de l'ECC Kinsuka ;
- La concession de la 34ème CADAF à BUKAVU ;
- La concession de l'ECC l'IPOKO à Gemena », s'est-elle exprimée.

Et d'ajouter : « Face à cette liste non exhaustive de cas de spoliation dont est victime l'Église du Christ au Congo, la jeunesse protestante appelle et demande l'intervention personnelle de son Excellence monsieur le président de la République, chef de l'Etat, sur cette question qui tend à troubler la paix pour laquelle il se bat jour et nuit ».

Pour la situation socio-politique, sécuritaire, électorale et de la justice du pays, la jeunesse protestante promet de se prononcer officiellement lors de la clôture de son comité exécutif prévu à Kisangani dans la province de la Tshopo.

Christian Dimanyayi/7sur7

Kinshasa

Coalition ONG, parlementaires et diplomates pour l'abolition de la peine de mort

Les ONG, les parlementaires et les diplomates ont exposé ce lundi 10 octobre à Kinshasa des réflexions sur la nécessité d'élaguer la peine de mort.

Le ministre de la Justice a, de son côté, annoncé que le prochain Code pénal dont les réflexions sont en cours va commuer la peine de mort en perpétuité.

L'ASBL Culture pour la paix et la justice (CPJ) a organisé ce lundi 10 octobre une conférence-débat sur la peine de mort comme un chemin pavé des tortures, à l'occasion de la journée mondiale contre la peine de mort.

Célébrée sous le thème « Ensemble pour l'abolition de la peine de mort », cette conférence a connu la participation des ambassadeurs et chefs des missions diplomatiques, les députés nationaux et défenseurs des droits humains, les abolitionnistes de la peine capitale.

Me Liévin Ngondji, président de l'ASBL Culture pour la paix et la justice planche sur les enjeux de cette abolition et la contradiction entre la Constitution et les tribunaux congolais :

« Il est donc clair que notre Constitution est contre la torture et les traitements inhumains dégradants. Et pourtant, la peine de mort n'est rien d'autre que cela. En effet, la

réalité judiciaire est tout autre que ces engagements constitutionnels ».

Pour la présidente du réseau des parlementaires engagés dans l'abolition de la peine de mort, Christelle Vuanga, les pesanteurs politiques bloquent les réformes :

« Le remède c'est aussi une volonté politique de la part de ceux qui ont la possibilité de changer les choses. Le Parlement est une chambre strictement politique qui est la partie invisible d'iceberg qu'on ne voit pas, mais c'est cette partie-là aussi qui fait orienter les débats ».

L'ambassadeur allemand en RDC, Oliver Schnakenberg, quant à lui, note que la politique étrangère allemande est de « convaincre les pays vers l'abolition ».

Il y a, pour ce, un budget pour financer les ONG afin de renforcer la sensibilisation et la formation.



Plus un sou dans la caisse, le HCR veut se "réfugier" !



Le chef de l'agence de l'ONU pour les réfugiés a affirmé lundi que son organisation risque de devoir réduire drastiquement ses programmes face à la pénurie de fonds. S'exprimant au début de la réunion annuelle du comité exécutif du Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) à Genève, Filippo Grandi a fait part de son inquiétude quant à la situation financière de l'agence, alors que le nombre de personnes déplacées de force dans le monde a pour la première fois dépassé la barre des 100 millions cette année.

Il a souligné que le conflit en cours en Ukraine a mis l'organisation - déjà très sollicitée auparavant - sous pression et a appelé « tous les donateurs » à être plus généreux.

« Si nous ne recevons pas au moins 700 millions de dollars supplémentaires (...) d'ici la fin de l'année, nous serons contraints de procéder à des coupes sévères avec des conséquences négatives et parfois dramatiques pour les réfugiés et les communautés d'accueil », a-t-il averti.

Selon M. Grandi, la guerre en Ukraine a provoqué « la crise de déplacement la plus importante et la plus rapide en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale », alourdissant les dépenses de l'organisation de plus d'un milliard de dollars et portant son budget annuel à 10,7 milliards (plus de 11 milliards d'euros).

M. Grandi a salué la générosité des donateurs face à la guerre en Ukraine, qui a fait fuir plus de 7,6 millions d'Ukrainiens en Europe, mais il a souligné que cela a un impact négatif sur les fonds apportés à d'autres crises, contrairement à ce qu'avaient promis les pays donateurs.

Il s'est également plaint du fait que la plupart des fonds que les pays fournissent sont des contributions ciblant des projets spécifiques, ce qui réduit la flexibilité d'action du HCR.

L'organisation manque ainsi cruellement de fonds pour répondre aux graves crises de réfugiés provoquées par des conflits ou troubles en Afghanistan, en République démocratique du Congo, au Soudan du Sud et dans la région du Sahel.

Les fonds destinés à aider les millions de réfugiés syriens qui se trouvent dans les pays voisins de la Syrie sont « au plus bas niveau jamais atteint », a-t-il également averti.

Ces dernières années, le HCR est parvenu à augmenter les fonds qu'il recueille auprès de sources privées, qui sont passés de 421 millions de dollars en 2019 à plus d'un milliard de dollars cette année.

Mais il a souligné qu'en tant qu'agence des Nations unies créée par les Etats membres, « nous ne pouvons pas dépendre de la seule bonne volonté des particuliers ou des entreprises ».

AFP avec ACTUALITE.CD

Connectivité pour croissance inclusive Les trois principales recommandations de la Banque mondiale



Dans un rapport publié par la Banque mondiale, les experts de cette institution financière internationale ont formulé trois principales recommandations afin de stimuler la connectivité pour une croissance inclusive.

Le rapport intitulé « *Inclusion numérique pour une croissance équitable. Nouvelle Loi sur les télécommunications : un catalyseur essentiel* » fait état de la situation économique et financière du pays. Il fournit un examen régulier des principaux développements économiques récents en RDC et des principaux défis structurels rencontrés par le pays en matière de croissance soutenue et de développement inclusif.

Couvrant la période 2020-2021 et les tendances au premier trimestre 2022, cette 7ème édition examine comment l'économie de la RDC s'est comportée face à des chocs défavorables en vue d'améliorer la résilience du pays. Elle analyse l'impact de la pandémie de Covid-19 et de la reprise mondiale, ainsi que l'impact le plus récent de la guerre en Ukraine sur les principaux agrégats macroéconomiques de la République Démocratique du Congo (RDC).

Le rapport met l'accent sur l'importance du développement numérique pour la réduction de la pauvreté et la croissance inclusive. Il s'appuie sur la percée critique de la nouvelle Loi sur les télécommunications pour améliorer la connectivité et réduire la fracture numérique, tout en exposant les autres défis.

Les trois principales recommandations adressées au Gouvernement en vue de promouvoir le développement numérique pour une croissance inclusive sont les suivantes :

1° Mise en œuvre de la législation secondaire nécessaire pour l'entrée en vigueur de la nouvelle Loi. Il s'agit notamment des décrets visant à créer la nouvelle autorité de régulation et

l'établissement public chargé de promouvoir les télécommunications et les TIC, et à mettre en place le FSU. D'autres décrets déterminant les conditions et modalités d'octroi des licences, d'attribution des fréquences, d'interconnexion, de partage des infrastructures et de protection des données seront également essentiels pour concrétiser les avantages de la nouvelle Loi.

2° Développement du réseau dorsal national en fibre optique en mobilisant des investissements du secteur privé. Malgré des investissements récents, le réseau dorsal reste extrêmement clairsemé. Le Gouvernement doit faciliter la mise en œuvre de modèles de PPP, élaborer la législation correspondante et maintenir un dialogue avec le secteur privé. Le développement du réseau dorsal national devrait se poursuivre dans le cadre d'un plan directeur national afin d'éviter la duplication des efforts et d'optimiser l'utilité des investissements dans le service universel.

3° Promotion de la participation du secteur privé grâce à une fiscalité adéquate et des PPP. La transformation de l'économie numérique sera menée par les acteurs privés qui ont déjà commencé à se positionner sur les segments clés du marché. Compte tenu du potentiel important du secteur en RDC, le Gouvernement doit agir rapidement pour maintenir la dynamique et réformer la fiscalité afin d'atteindre un meilleur équilibre, avec des frais faibles sur une large base fiscale plutôt que des frais élevés sur une petite base fiscale, comme c'est le cas actuellement. La suppression de la taxe RAM a été bien accueillie par les consommateurs et les prestataires, mais une feuille de route crédible doit être élaborée pour accroître la confiance et réduire les incertitudes des investisseurs potentiels.

Olivier Kaforo/zoomeco

Journée mondiale de la Poste Sensibilisation en RDC des bureaux et agences à la poste pour la planète

Le ministre des Postes, télécommunications et nouvelles technologies de l'information et communication (PT-NTIC), Augustin Kibassa Maliba, a appelé les postiers congolais à sensibiliser les bureaux et agences sur la poste pour la planète, à l'occasion de la célébration du 09 au 13 octobre, de la journée mondiale de la poste en RDC.

Le ministre des PT-NTIC, a fait cet appel dimanche dans son allocution sur le thème « la poste pour la planète », choisi en marge de la journée mondiale de la poste célébrée le 9 octobre de chaque année.

Selon lui, le postier a la mission de transmettre à la génération future, une terre plus propre et plus équilibrée, avant de relever la vision du Chef de l'Etat, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, sur la transformation de la RDC, pays solution.

Celle-ci, a-t-il dit, est novatrice et a conduit le monde entier à organiser la semaine passée, la Pré-COP27 à Kinshasa.

M. Kibassa a ajouté que cette conférence a permis aux experts de différents pays de statuer sur les actions urgentes en matière des préservations de l'environnement.

Le ministre a, à cet effet, mis en exergue le thème « poste pour la planète ». Il a fait savoir que la poste offre les services postaux qui sont les moyens plus propre et plus écologique d'atteindre les boîtes aux lettres, d'opérer la collecte, l'envoi, les transports, l'acheminement et la réception des effets postaux.

Evouant des avancées significatives réalisées au niveau de la société congolaise des postes et des télécommunications, le ministre Kibassa a noté que depuis son avènement aux PT-NTIC, il a orienté la SCPT vers le train du commerce électronique.

« La SCPT a lancé POSTMARKET, portail en ligne qui permet aux membres du village planétaire de faire des transactions sécurisées à l'instar des autres opérateurs connus. Vous pouvez donc commander votre fromage de Goma en ligne et vous le faire livrer par la poste, et ce, dans le monde entier, action facilitée par l'émission récente des Codes postaux de la RDC, que je vous prie de



consulter en ligne », a souligné le ministre des PT-NTIC.

A l'en croire, la SCPT a acquis des machines de dernière génération qui vont réduire l'empreinte carbone du pays grâce aux économies d'énergie qui en découlent.

« Je crois fermement au numérique comme réponse aux enjeux environnementaux de la Poste congolaise. Avec comme preuve les dons en équipements opérés par son ministère dans plusieurs bureaux à l'intérieur du pays, dans la droite ligne du programme de développement local des 145 territoires (PDL-145T) en pleine expansion », a-t-il indiqué.

Dans le même cadre, il a indiqué à l'actif de ses actions l'adoption par le Conseil des ministres de la loi dite « 2 kilos », consacrant le monopole des envois des courriers de poids inférieurs à 2 kilos à la SCPT.

« Deux kilogrammes c'est la Poste, je demande donc à tous les opérateurs du secteur de se conformer à ladite loi et de se rapprocher de la SCPT pour une mise en œuvre harmonieuse de cet outil qui vise à garantir un service universel conforme aux prescrits de l'UPU », a dit le ministre, avant d'indiquer l'émission historique des timbres postaux, sous l'effigie de Patrice Emery Lumumba héros national, ancien employé de la Poste.

Il a, enfin rappelé l'organisation cette année du tout premier conseil d'administration de l'Union Panafricaine des Postes à Kinshasa en juillet dernier.

ACP

ZES/Maluku

Les premiers carreaux annoncés pour le 1er trimestre 2023



Le ministre de l'Industrie, Julien Paluku Kahongya, a indiqué que la production des premiers carreaux et faïences dans la zone économique spéciale de Maluku est prévue pour le premier trimestre 2023.

Il l'a fait savoir à l'issue d'une visite d'inspection samedi dernier sur le site où il est allé se rendre compte de l'évolution des travaux de son aménagement par la société Chinoise CGCD.

Selon le ministre, cette société est déterminée à viabiliser cette zone économique pilote par la construction des bases vie par des entreprises in-

dustrielles notamment, Saphir Ceramics pour la production des carreaux, Varun Beverage pour la gamme Pepsi et Unique pour les médicaments.

Le ministre de l'Industrie s'est dit satisfait des travaux de viabilisation de la Zone économique spéciale de Maluku (ZES/Maluku).

L'opérationnalisation de cette Zone économique spéciale pilote de Maluku s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan directeur d'industrialisation de la République démocratique du Congo, rappelle-t-on.

AC

Kasaï-Central**Les enseignants coptés dans la lutte contre les abus sexuels**

L'ONG Cris du peuple opprimé (CPO), avec l'appui de l'UNICEF, implique les enseignants dans la lutte contre l'exploitation, les abus sexuels et les mécanismes de gestion des plaintes. C'est dans ce cadre qu'ils suivent depuis ce lundi 10 octobre une formation sur cette problématique, en prévision de l'installation des mécanismes de gestion des plaintes dans les écoles, a indiqué à Radio Okapi, la coordonnatrice de CPO, Marlene Ndelela.

Pour elle, le souci est de rendre les milieux scolaires sans violences

et actes sexuels :

« *Chaque fois qu'il y a des actes d'exploitation sexuelle, abus et harcèlement sexuels, ils doivent dénoncer. C'est à travers les mécanismes qui seront installés dans*

les écoles. C'est soit les boîtes à plaintes, soit les numéros SMS, soit les points focaux dans les écoles, soit le numéro vert qui sera mis à leur disposition ».

« *Ce sont ces enseignants qui vont nous aider à installer ce mécanisme dans les écoles, à faire participer les élèves pour qu'ils puissent identifier les voies de signalement sûres, efficaces, sécurisées qui protègent et facilitent la prise en charge des victimes* », ajoute-t-elle.

Goma**Transport en commun paralysé à la suite du recouvrement des taxes**

La population de Goma (Nord-Kivu) a peiné, ce lundi 10 octobre, à trouver les moyens de se déplacer faute de transports en commun.

La plupart des propriétaires de ces véhicules ont gardé leurs engins à la maison à la suite du recouvrement forcé des taxes et impôts relatifs à la sécurité routière, exercice fiscal 2022.

Depuis 6 heures locales, les agents taxateurs du gouvernement provincial du Nord-Kivu ont installé plusieurs points de contrôle sur les principales artères de Goma.

Des centaines de véhicules sans documents exigés sont déjà arrêtés et nombreux autres ne sont pas carrément en circulation.

Les passagers ont dû se livrer à une lutte pour obtenir une place à bord des bus de transport en commun ce lundi sur certains axes de Goma.

La conséquence est que le prix d'une course à bord des mini-bus,

par exemple, est passé de 500 à 1000 francs congolaise (0,5 USD).

Le secrétaire provincial de l'Association des chauffeurs du Congo (ACCO/Nord-Kivu), Lubula Ramazani, reconnaît que l'autorité provinciale leur avait averti deux mois à l'avance :

« *Il y a plus ou moins soixante jours que les autorités provinciales et urbaines nous avaient prévenus de ce bouclage. De notre part, nous avons vulgarisé ce message auprès de nos membres, dont la plupart ont d'ailleurs payé. Présentement, si vous passez à la mairie, il y a beaucoup d'opérateurs économiques qui attendent de s'acquitter de ce devoir* ».

Débutée ce lundi, cette opération de bouclage des véhicules automobiles concerne toute la province du Nord-Kivu.

Elle fait partie d'une mesure d'application de l'instruction que le gouverneur de province, général Constat Ndimba, a annoncée la semaine dernière.

Lubero**Cap sur la relance des cultures du blé, du quinquina et d'ananas**

Les ressortissants du territoire de Lubero dans la province du Nord-Kivu ont plaidé lundi 10 octobre à Goma pour la relance des cultures du blé, du quinquina et d'ananas pour lutter contre la pauvreté et renforcer le pouvoir d'achat de la population paysanne de ce territoire.

Une journée de réflexion a réuni, ce même lundi à Goma, les ressortissants de Lubero vivant à Goma. Selon les organisateurs du forum, seule la relance de certaines cultures, jadis génératrices de revenus pour beaucoup de paysans, pourra arrêter le cycle de la pauvreté dans cet espace agro-pastoral.

L'intervenant à la conférence débat, Abner Kiveho, déplore l'incidence de l'insécurité sur l'agriculture :

« *Il y a des cultures qui étaient pratiquées dans le territoire de Lubero, (et qui sont) aujourd'hui abandonnées à la suite de l'insécurité, mais aussi à la suite de l'absence du marché. Par exemple, la culture du blé. On le culti-*

vait dans la grande région maraîchère de Masereka et Kipese, voire côté Luanga. Depuis qu'on a fermé la minoterie à Lubero-Centre, en tout cas il n'y a plus de marché et la population s'est désintéressée. Pourtant, elle permettrait vraiment à la population de retrouver la survie ».

Il a également évoqué la culture du quinquina, qui avait vraiment « *un impact très capital dans la vie sociale de la population de Lubero. Aujourd'hui, elle est aussi abandonnée à la suite*

de l'insécurité, mais aussi à la suite de la perte du marché. Il y a l'ananas, qui est cultivé partout dans le territoire de Lubero, mais il manque de management pour que cet ananas soit produit ».

L'ONG International center for peace and environment protection by peasant communities (ICPEP) a relancé, depuis six mois, la culture du blé, après une vingtaine d'années d'interruption de cette culture dans la région. Plus de vingt nouvelles variétés de blé sont expérimentées et multipliées, dans l'objectif de la relance de cette culture à grande échelle dans la province du Nord-Kivu.

Pour cette phase expérimentale, cette culture se fait dans les villages Luotu, Masereka et Mageria, au sud de Lubero, villages qui pratiquent la culture de subsistance, juste pour la consommation locale.

Béni**Des barrages en fil électrique au Parc des Virunga pour empêcher la divagation des éléphants**

L'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) a débuté samedi 8 octobre des travaux d'installation des lignes de barrage en fil électrique pour empêcher la divagation des éléphants du parc national des Virunga.

Le projet d'installation du fil électrique autour du Parc national des Virunga dans le secteur de Ruwenzori, territoire de Beni, intervient après plusieurs cas de dévastation des champs de la population riveraine du parc par les pachydermes. Au mois d'août dernier par exemple, ces éléphants avaient détruit 12 hectares de maïs, manioc, arachides, haricots et autres produits champêtres.

La société civile avait directement saisi les autorités afin projet soit mise en place par l'ICCN pour éviter des incidents pareils.

Selon le coordonnateur de la nouvelle société civile dans le secteur de Ruwenzori, Mumbere Meleki, la première



phase de ce projet d'installation du fil électrique autour du parc concerne les zones situées entre Kibanda et tout le groupement de Masambo où plusieurs cas de dévastation des champs par les éléphants avaient été signalés.

Mumbere Meleki ajoute que ces travaux dont la durée n'est pas déterminée par l'ICCN, prennent également 50 jeunes désœuvrés de ces entités afin d'accompagner les hommes de l'ICCN dans la réalisation du projet.

Sud-Kivu**Minembwe : Un militaire tue un élève avec une machette**

Un militaire des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) a tué par machette un jeune garçon à Mutanoga à Minembwe au Sud-Kivu, le dimanche 9 octobre 2022.



Selon Ruvuzangoma Rubibi Saint-Cadet, président de la société civile noyau de Minembwe, la victime est un élève de la 8ème année au complexe scolaire Isoko.

Contacté par 7SUR7.CD, le lieutenant Marc Elongo, porte-parole de l'armée dans la partie Sud du Sud-Kivu, ce militaire auteur de cet incident était en état d'ivresse.

« *C'était vers 16h. Ce militaire en état d'ivresse total a, d'une manière la plus fé-*

roce, tué un jeune paisible citoyen à Minembwe. L'armée condamne cet acte qu'elle considère comme personnel et isolé vu que ce soldat n'était pas de service au moment de cet acte », a-t-il expliqué.

Il précise qu'une audience foraine sera organisée à Minembwe pour juger ce militaire.

Le lieutenant Marc Elongo renseigne que cet acte ne porte pas de connotation communautaire.

Pour rappel, le 7 mars dernier, un autre militaire avait tué deux de ses collègues à Mukindja, toujours dans le territoire de Fizi.

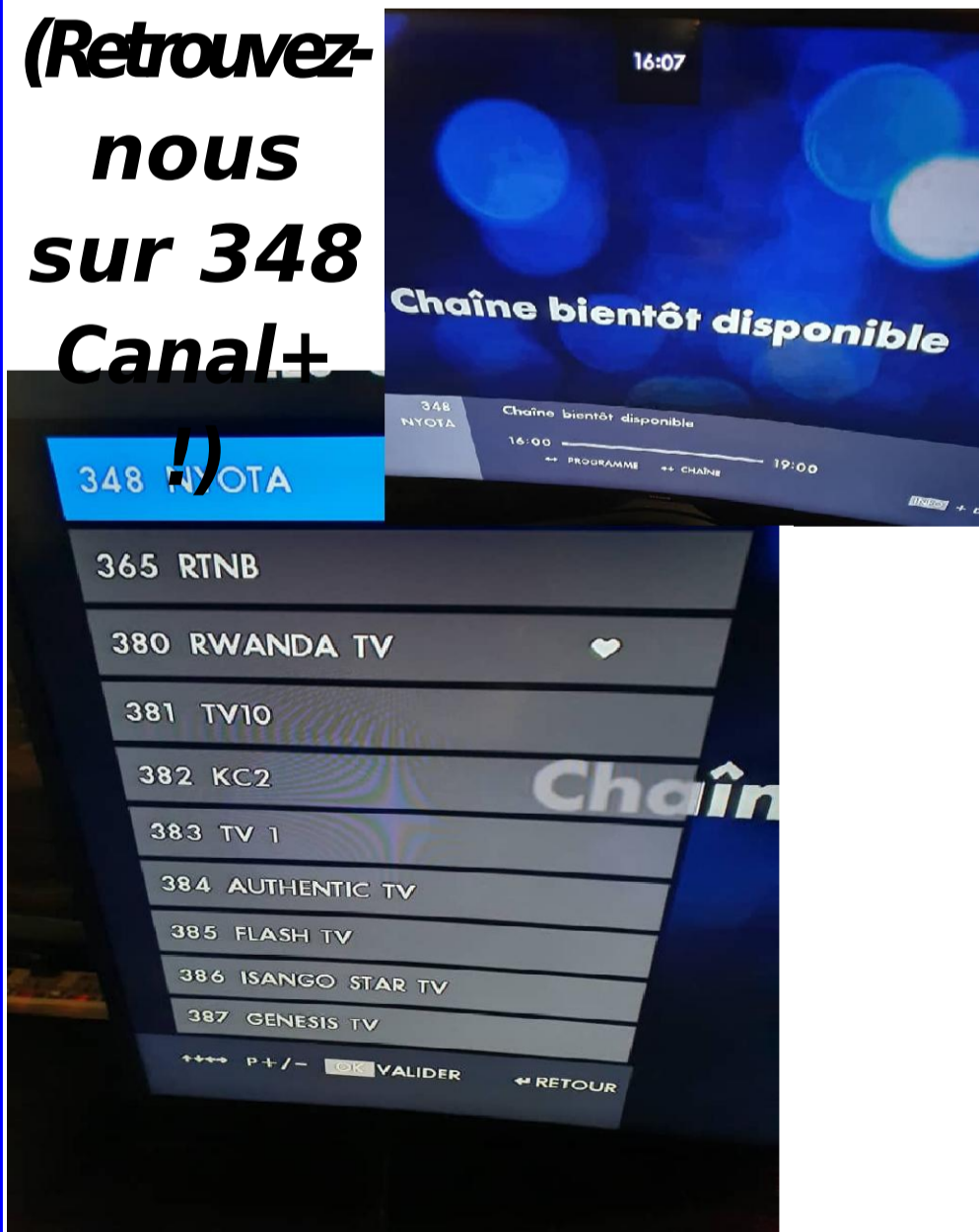
Déogratias Cubaka, à Bukavu

Arrêt sur image



Nyota TV sur Canal+

(Retrouvez-nous sur 348 Canal+)



Akinwumi Adesina : "la société civile est un élément clé de la résilience au changement climatique"



Le président du Groupe de la Banque africaine de développement, M. Akinwumi Adesina, déclare que les organisations de la société civile sont des partenaires essentiels dans l'effort de la Banque pour renforcer la résilience du continent au changement climatique.

S'adressant à la plénière d'ouverture du Forum de la société civile 2022 dans la capitale économique ivoirienne jeudi, Abidjan, M. Adesina a donné un aperçu sur le guichet d'action climatique du Fonds africain de développement (FAD), qui pourrait mobiliser jusqu'à 13 milliards de dollars pour fournir à 20 millions d'agriculteurs des technologies agricoles climato-intelligentes et à 20 millions d'agriculteurs et d'éleveurs une assurance indexée sur les conditions météorologiques. Ce programme permettra également de faire revivre 1 million d'hectares de terres dégradées et de fournir de l'énergie renouvelable à environ 9,5 millions de personnes.

Nous aurons besoin de vous, organisations de la société civile, pour défendre et soutenir fermement la 16e reconstitution des ressources du Fonds, car elle constitue une promesse d'espoir pour les plus vulnérables face aux ravages du changement climatique, a déclaré le président de la Banque au forum.

Le Fonds africain de développement est le guichet concessionnel du Groupe de la Banque africaine de développement qui aide les pays africains éligibles à renforcer leur capacité économique, à réduire la pauvreté et à stimuler le développement économique et social. Les pays contributeurs du Fonds africain de développement discutent actuellement de la prochaine reconstitution de ses ressources.

Le forum de deux jours s'est déroulé les 6 et 7 octobre sur le thème « **Engager la société civile pour la résilience climatique et la transition énergétique juste** ». Il a favorisé un dialogue ouvert avec les acteurs de la société civile, leur permettant de partager leurs points de vue et leurs propositions avant le sommet mondial sur le climat, la COP27, prévu à la mi-novembre dans la station balnéaire égyptienne de Sharm el-Cheikh.

M. Adesina a déclaré que la COP27 doit contribuer à recentrer l'attention sur les besoins et les priorités de l'Afrique. Il a également félicité les organisations de la société civile africaines pour leur contribution au renforcement de la résilience du continent et son adaptation au changement climatique.

La vice-présidente de la Banque pour l'agriculture, le

développement humain et social, Beth Dunford, a réaffirmé le rôle de la société civile en tant que lien essentiel entre la Banque et les communautés africaines. « **Nous sommes dans le même bateau pour renforcer la résilience climatique et réaliser une transition énergétique juste qui renforce la transparence et la responsabilité.** »

Le vice-président chargé de l'électricité, de l'énergie, du climat et de la croissance verte, Kevin Kariuki, prévoit que pour que l'Afrique puisse répondre à ses besoins de développement socioéconomique, elle doit doubler sa consommation d'énergie d'ici à 2040. Pour y parvenir, « **la Banque s'engage à mener un dialogue permanent et constructif avec toutes les parties prenantes africaines du changement climatique, y compris la société civile, afin d'obtenir des résultats tangibles et de garantir le succès de la COP27 pour l'Égypte et pour l'Afrique** », s'est engagé M. Kariuki.

Le président de l'Organisation des agriculteurs africains, Kolyang Palebele, a appelé à l'intégration de la résilience dans les plans de développement nationaux et a mis au défi les gouvernements africains de rendre opérationnelle la Déclaration de Malabo sur la croissance accélérée et la transformation de l'agriculture en Afrique pour une prospérité partagée. Il a mis en garde : « **Le moment est critique. Nous devons réagir rapidement aux chocs du changement climatique qui affectent les populations africaines.** » Le corps diplomatique présent à Abidjan a également exprimé un soutien fort aux objectifs du continent en matière de changement climatique.

L'ambassadeur de Corée en Côte d'Ivoire, Lee Sang Ryul, a salué les efforts de la Banque africaine de développement pour assurer la res-

ponsabilité en travaillant en étroite collaboration avec les organisations de la société civile. Il a réitéré l'engagement de son pays à soutenir les projets énergétiques et le renforcement des capacités institutionnelles afin de favoriser la croissance du continent.

L'ambassadeur de la République arabe d'Égypte en Côte d'Ivoire, Wael Badawi, a assuré l'auditoire que la société civile sera représentée pendant la COP27. « **L'Égypte organisera des journées thématiques en marge de la COP27 sous forme de tables rondes auxquelles nous souhaitons une participation équilibrée des États, du secteur privé et surtout des organisations de la société civile pour aborder des questions telles que le financement, les énergies nouvelles et renouvelables, l'eau, l'adaptation et l'agriculture, la biodiversité, la science et la recherche scientifique, les solutions, la décarbonation, la société civile, les femmes et les jeunes** », a-t-il déclaré.

La cérémonie d'ouverture comprenait une conversation de haut niveau entre le président de la Banque, Akinwumi Adesina, un membre du Conseil consultatif de l'Union africaine sur la jeunesse, Soumaya Zaddem, et le fondateur de la Fondation Magic System Salif Traore, également ambassadeur de l'UNESCO et du Haut Commissariat aux réfugiés.

Cet entretien a été suivi d'une initiation des organisations de la société civile et de séances de responsabilisation sur l'engagement de la Banque envers la société civile. Le forum 2022 s'inscrit dans le cadre de l'engagement de la banque auprès des parties prenantes en vue de la COP27.

Mali

Pourquoi la libération des soldats ivoiriens tarde encore



che de la médiation, qui tempère : « à condition qu'Assimi Goïta respecte ses engagements. Or il n'est pas seul à décider. »

La question des extraditions

C'est que, selon plusieurs sources concordantes et impliquées dans ce dossier, le président malien de transition s'est déjà dédit par le passé : il avait notamment assuré dans le secret des négociations qu'il n'exigerait

Pour quelles raisons la libération des soldats ivoiriens détenus à Bamako tarde-t-elle ? Trois mois après leur arrestation lors de leur arrivée au Mali, dans un cadre onusien mais entaché d'irrégularités, les 46 soldats de l'armée ivoirienne détenus à Bamako sont toujours officiellement accusés par Bamako d'être des « mercenaires ». Depuis une dizaine de jours, l'activité diplomatique autour de leur cas est intense.

En fin de semaine dernière, le président ivoirien Alassane Ouattara a reçu successivement le président togolais Faure Gnassingbé, médiateur dans ce dossier, puis le président en exercice de la Cédéao, le bissau-guinéen Umaro Sissoco Embaló. Le week-end précédent, c'étaient les présidents gambien et ghanéen qui étaient reçus à Bamako par le colonel Assimi Goïta, président malien de transition.

Après toutes ces rencontres, la tonalité générale était à l'optimisme. « Les choses évoluent bien » disait encore vendredi dernier le président ivoirien Ouattara, qui prédisait un « heureux aboutissement » « très rapidement ». Alors pour quelles raisons cette libération présentée comme imminente depuis une dizaine de jours tarde-t-elle autant ?

Selon plusieurs sources proches de la partie malienne et des médiations en cours, le colonel Assimi Goïta aurait validé le principe d'une libération. Mais pas forcément immédiate : selon ces sources, les 46 soldats ivoiriens toujours détenus à Bamako et inculpés pour « tentative d'atteinte à la sûreté de l'État » pourraient bien ne pas échapper à un procès. Au terme duquel, en cas de condamnation, ils seraient finalement graciés par le président malien de transition, puis renvoyés en Côte d'Ivoire.

Une manière pour Bamako, si ce scénario était mis en œuvre, de ne pas donner l'impression de céder aux pressions ivoiriennes et internationales. « Ils ne veulent pas avoir l'air d'obéir, ils le feront mais à leur rythme », analyse une source proche

plus l'extradition des personnalités politiques maliennes vivantes ou séjournant en Côte d'Ivoire, et contre lesquelles Bamako a émis des mandats d'arrêts internationaux. À savoir le fils de l'ancien président IBK, Karim Keïta, l'ancien Premier ministre Boubou Cissé et l'ancien ministre Tiéman Hubert Coulibaly.

Quelques jours après avoir officiellement abandonné cette exigence, le colonel Assimi Goïta en faisait officiellement et publiquement une « contrepartie » nécessaire, suscitant l'ire d'Abidjan, qui avait alors dénoncé un « chantage » et une prise d'« otages ». « Les engagements d'Assimi Goïta sont sincères », assure une source proche des médiations en cours, mais il ne contrôle pas tout. »

Nationalité

Les sources jointes par RFI évoquent aussi une autre complication : plusieurs soldats ne seraient pas Ivoiriens mais viendraient du Liberia et de Sierra Leone. Leurs témoignages auraient même été présentés aux chefs d'État de la sous-région inter-cédant dans ce dossier. Un argument balayé par de hauts responsables ivoiriens, au gouvernement et à l'état-major, qui assurent que tous les soldats de l'armée nationale ont la nationalité ivoirienne. Et de conclure : « nous restons optimistes, les choses bougent dans le bon sens. »

Pour autant, aucune des sources jointes par RFI n'est entrée dans le détail du compromis qui pourrait avoir été conclu. L'exigence d'extradition des politiques maliens a-t-elle été abandonnée ? Bamako a-t-elle obtenu d'Abidjan le soutien souhaité pour ses demandes de financement auprès de la Bécéao ? Hors micro, des sources proches de la présidence ivoirienne n'excluaient pas un tel soutien, mais uniquement après la libération des soldats et en aucun cas comme terme d'un éventuel échange.

France-Algérie

Élisabeth Borne sur RFI: avec Alger, "les relations doivent être en continu"



Oui, je pense que dans les prochaines semaines certainement.

Sur le gaz, il y avait aussi de l'attente. Est-ce que la France n'arrive pas trop tard, pour essayer d'avoir plus de livraisons de la part de l'Algérie/ ?

Alors, ce n'était pas l'objectif du déplacement, parce qu'on sait bien que l'Algérie n'a pas la possibilité d'augmenter à court terme sa production et donc ses exportations. Mais on a pu échanger sur les sujets énergétiques, les perspectives, on va dire, pour plus tard. Et puis les enjeux aussi d'efficacité énergétique, de développement des énergies renouvelables, le développement aussi de l'hydrogène. Ce sont tous ces sujets globaux, sur lesquels on a pu échanger et sur lesquels moi, je souhaite que l'on puisse continuer à travailler. Que nos entreprises puissent continuer à se développer aussi, en partenariat, avec l'Algérie.

Vous avez aussi évoqué la situation sécuritaire dans le Sahel, vous partagez la même inquiétude qu'Alger sur la situation là-bas ?

On voit qu'on a beaucoup d'instabilité, dans le Sahel. Donc, je pense que c'est important que l'on puisse travailler la main dans la main pour permettre une stabilisation de la situation dans ce domaine.

Ce n'était pas votre première visite ici, vous y étiez venue en tant que patronne de la RATP. Première fois en tant que Première ministre ; vous avez visité le mémorial du Martyr, le cimetière européen ; vous avez ressenti personnellement le poids de ce passé, de cette mémoire ?

Ce poids, il est forcément important, et c'est aussi la démarche des deux présidents de la République de mettre en place une commission d'historiens, à la fois avec des historiens algériens et des historiens français, pour qu'on puisse aller au bout de ce travail de mémoire. Je pense que c'est important qu'on puisse faire ce travail pour nous permettre aussi de regarder vers l'avenir et d'avancer ensemble.

L'avenir, ça peut être une visite de votre homologue ou du président algérien en France/ ?

Je pense qu'on aura certainement des visites réciproques après le déplacement du président de la République et le déplacement de ces deux jours avec mes ministres.

La cheffe du gouvernement français a passé 24 heures en Algérie. Mme Borne a participé à une réunion intergouvernementale avec une quinzaine de ses ministres et leurs homologues algériens, premier pas politique pour relancer la relation Paris-Alger. Après la visite d'Emmanuel Macron, fin août, pas d'annonce sur les visas ou le gaz. Mais avant de quitter Alger, Elisabeth Borne nous a accordé un entretien où elle revient sur les avancées encore modestes, mais positives, de ce déplacement.

RFI : Mme la Première ministre, vous avez emmené avec vous quinze ministres, c'est du jamais-vu, entre Paris et Alger. Ça symbolise que le dialogue entre Paris et Alger est de nouveau fluide ?

Elisabeth Borne : Absolument, ça symbolise notre volonté commune, après le déplacement du président de la République en Algérie fin août, de relancer notre coopération dans tous les domaines. Et c'était important, pour ce faire, qu'il puisse y avoir un contact entre chaque ministre et son homologue. D'abord, je pense que c'est important de se connaître. Et puis, ça a été des discussions très franches sur beaucoup de sujets entre les ministres. Ça permet de lever un certain nombre de malentendus, ça permet aussi de se définir un agenda de travail pour les prochaines semaines, les prochains mois. Et on est vraiment convenus que les relations doivent être en continu, elles doivent être fluides. On ne va pas attendre le prochain comité interministériel pour constater que certains dossiers n'ont pas avancé ; il faut que tout au long de l'année, on puisse avoir des échanges pour débloquer, le cas échéant, des dossiers.

La question très importante des deux côtés de la Méditerranée, c'est la délivrance des visas. Là aussi, il y a encore des malentendus, des blocages ?

Je pense que les échanges qui ont pu intervenir entre Gerald Darmanin et son homologue, qui vient d'être nommé, ont été très utiles. Je pense qu'on se comprend bien, qu'on a pu partager nos attentes réciproques, et je n'ai pas de doute que c'est quelque chose qui va pouvoir se régler maintenant rapidement.

Dans les prochaines semaines ? Dans les prochains mois ?

Tchad

Les défis qui attendent Mahamat Idriss Déby

Le Tchad a tourné officiellement depuis dimanche le dos au Comité militaire de transition, le groupe de 15 généraux qui ont pris la tête de l'État il y a 18 mois, après sa dissolution par le dialogue national samedi. Il a, par la même occasion, désigné Mahamat Idriss Déby Itno comme président d'une transition qui va durer au maximum 24 mois. Quels sont ses atouts ? Quels sont les défis auxquels il sera confronté, avec une partie de l'opposition, des confessions religieuses et de la société civile, qui ont boycotté ces assises ?

Désormais, le Comité militaire de transition, la junte militaire à la tête du pays depuis le décès d'Idriss Déby père en avril 2021, n'existe plus officiellement. Mahamat Idriss Déby Itno peut donc être considéré comme seul maître à bord du bateau Tchad aujourd'hui.

La nouvelle charte renforce en outre ses pouvoirs. C'est lui qui va nommer le Premier ministre et le gouvernement, qu'il pourra démettre quand il le voudra. Cette charte, révisée par le dialogue national dit « inclusif et souverain », lui donne également la possibilité,

s'il le désire, de se présenter à la prochaine élection présidentielle, malgré l'injonction contraire de l'Union africaine.

Mais « sa tâche ne sera pas facile », reconnaît un de ses conseillers, en parlant d'un cahier de charges très volumineux et impossible à mettre en application dans les 24 prochains mois.

Dans son discours d'investiture, Mahamat Idriss Déby s'est donc fixé des priorités. La principale : tenir au plus vite un référendum sur la forme de l'État et travailler au retour à l'ordre constitutionnel avant la fin de la transition.

Mais il ne veut pas en rester là. Le président de transition a promis de mettre fin aux conflits intercommunautaires, améliorer l'accès



aux soins, à l'eau potable, ou encore lutter contre les pénuries d'électricité. Et il a fait des promesses chiffrées : « Un véritable programme électoral », s'est exclamé un opposant.

Et pour cela, il a promis de s'entourer d'un « gouvernement d'union nationale ». Mais est-ce un oubli ou une omission volontaire ? La réforme de l'armée, pourtant au cœur des débats du dialogue, n'a pas été évoquée.

Avec cette nouvelle ère, j'espère qu'il y aura une volonté politique pour changer les choses. Mais si c'est les mêmes têtes qui continuent, ça va être difficile que les choses changent.

Face aux promesses de Mahamat Déby, le ressenti des Tchadiens dans les rues de N'Dja-

mena.

Esdras Ndikumana

Mais la société civile, l'opposition et la diaspora tchadiennes sont inquiètes de l'avenir politique du pays. Quarante personnalités ont signé et publié ce lundi, un communiqué évoquant « les risques d'un plan de succession dynastique au Tchad. » Les signataires du texte estiment que les recommandations de ce dialogue ne constituent pas une base solide pour la réconciliation nationale. Ils appellent à un retour à l'ordre constitutionnel au plus vite.

Le dialogue a accouché d'une souris et on s'inquiète des lendemains de notre pays. Parce que les gens sont sortis déçus de ce dialogue. Et la question de la souveraineté de ce dialogue pose des problèmes.

L'album "Tokooos 1" de Fally Ipupa couronné disque d'or



MHD «*Nalingiye*». Il a permis au chanteur congolais de conquérir un autre public au-delà de frontières d'Afrique. El Mara a été à la hauteur des attentes et a réalisé l'un de tournants décisifs dans sa carrière professionnelle.

Enfin. Cinq ans après sa sortie, l'album dénommé «*Tokooos 1*» de l'artiste Fally Ipupa est certifié disque d'or sur le marché du disque en France. Pendant que «*Science fiction*» et «*Se Yo*», les deux tubes de son prochain opus rumba, ont fait irruption quelques jours et émerveillé ses fans de partout à travers le monde, le premier album urbain du surnommé «*Aigle*» vient d'être couronné. Après cinq années de présence sur le marché, «*Tokooos 1*» totalise plus de **50.000 ventes** en physique et sans streaming. L'information a été donnée lundi 10 octobre 2022 par le Syndicat national de l'Édition Phonographique (SNEP) via son site.

Ce projet, à succès, symbiose de la musique urbaine et traditionnelle, contient de chansons telles que «*Eloko*», «*Juste une danse*» et ses collaborations avec certains artistes français notamment Booba dans «*Kiname*», Aya Nakamura «*Bad boy*» ainsi que

Fort de cette reconnaissance, Fally Ipupa est décidé à poursuivre sa percée française en particulier, et du reste du monde en général. Symbole du courage, d'un visionnaire surtout d'un génie avéré, Dicap la merveille, est aujourd'hui considéré comme étant la figure de proue de l'actuelle génération des musiciens congolais.

L'ancien protégé de l'orchestre Quartier latin de Koffi Olomide s'est donné le challenge de se produire le 29 octobre 2022 dans un méga concert au stade des Martyrs, une enceinte sportive de plus de 80 000 personnes. Ipupa reconnaît que le stade des Martyrs reste l'un de ses défis majeurs pour s'affirmer mais confirmer surtout sa cote de popularité pour ainsi intégrer le cercle fermé de ses aînés ayant presté dans le temple du football congolais, à l'instar de son ex-patron Koffi Olomide, Werrason ou encore JB Mpiana.

Dan Kalala Kalambay/
ouragan.cd

Champion Esthetic, Mignon Abraham, Manda Chante et Montana Kamenga : Le succès de Fally le 29 octobre fera leur joie !

«*Pour qu'un enfant grandisse, il faut tout un village*». Quelques disciples Congolais de l'art d'Orphée ont prouvé clairement leur détermination d'aider leur collègue, Fally Ipupa, à réussir son événement le 29 octobre prochain au stade des Martyrs. Dans le lot : Mignon Abraham, Champion Esthetic, Manda Chante et Montana Kamenga.

Mignon Abraham, ancien du Wenge BCBG, a même pris part à la marche organisée par les «*Warriors*», le 25 septembre dernier, afin de soutenir «*celui qui a sauvé sa carrière*».

«*Il y a plusieurs personnes qui ont commencé à m'insulter. Le crime est juste pour avoir porté un t-shirt flanqué du visage de Fally. Ils disent que je n'ai pas l'esprit Wenge*». «*Certains de nos aînés de Wenge ont joué dans Quartier Latin, ils n'avaient pas cet esprit ? Fally est quelqu'un qui nous défend valablement partout au monde. Je serais présent avec le peu des personnes qui me suivent !*», a-t-il juré.

D'ores et déjà, il a enregistré une chanson où il loue la grandeur immense de l'Aigle.

Quant à Montana Kamenga «*Sommet des sommets*», ex coéquipier de Fally dans l'orchestre Quartier Latin International de Koffi Olomide, il soutient à son ami et frère qui va «*... retourner le stade !*»



ner le stade !»

Connu pour son franc-parler, Manda Chante a appelé les Kinois à répondre présent au concert de son collègue Fally Ipupa annoncé ce 29 octobre au stade des Martyrs. «*Fally reste un grand musicien en Afrique. C'est son événement ce stade des Martyrs...*», a-t-il appuyé.

Enfin, Champion Esthetic a déclaré qu'il sera présent au plus grand temple sportif d'Afrique centrale afin de soutenir celui qui fait la fierté du pays partout dans le monde. «*Un aîné ou certains aînés vont pleurer à l'issue de ce concert !*», a-t-il lâché.

Tchèques Bukasa/
CONGOPROFOND.NET

Cameroun

Yaoundé capitale mondiale du cinéma africain

Placé sous le thème : «*le cinéma, un art total*», le festival Écrans noirs s'est imposé au fil des années comme l'une des plaques tournantes du cinéma africain.

Rendez-vous culturel international entre cinéastes et amateurs de cinéma, le festival Écrans noirs s'est tenu sur 8 jours, donc du 1er au 8 octobre 2022, avec une portée pluridimensionnelle qui s'est dessinée aux travers de diverses projections cinématographiques, colloques internationaux, ateliers, Masterclass entre autres comme l'indique Bassek Ba Kobhio, Délégué général du festival Écrans noirs.

Pour Bassek Ba Kobhio, «*nous voulons que ce festival, qui est un festival africain, mais qui met l'accent sur le développement du cinéma en Afrique centrale, permette des avancées sur le plan entrepreneurial, commercial, industriel. C'est la particularité de cette édition avec le marché du film qui a réuni six pays d'Afrique centrale et d'ailleurs*».

En prélude à ce grand rendez-vous culturel mondial, sur 500 films



proposés au jury du festival Écrans noirs, une centaine avait été retenue et avait été soumise, du 2 au 7 octobre 2022, à l'appréciation du public. Pour cette nouvelle aventure du 7ème art qui s'était ouverte au Palais des congrès de Yaoundé, le public présent à pu admirer le talent camerounais à travers des danses traditionnelles, mais aussi la projection du court métrage de 15 min du cinéaste camerounais Blick Bassy intitulé «*Future lullaby*» avec pour actrice principale la jeune Diana Bouli. Un film qui peint l'évolution de la société.

«*Le cinéma seul, même s'il contient sept arts officiels, ne peut plus se suffire, c'est pour cela que l'on s'est dit, on va faire un colloque avec un*

thème où les peintres musiciens et autres savent qu'ils font partie du grand cinéma. D'où le thème retenu : *Le cinéma, un art total*», explique le Délégué général festival Écrans noirs.

Plusieurs thématiques abordées

Comme à chaque édition, les spectateurs, petits et grands, ont eu un vaste choix de films à voir, soit au village du festival, situé au Palais des sports de Yaoundé, soit dans différentes salles telles que l'Institut Goethe, l'Institut Français, la Fondation Tandeng Muna ou encore la salle Sita Bella. Parmi les films à découvrir, quelques longs métrages camerounais qui ont été également en

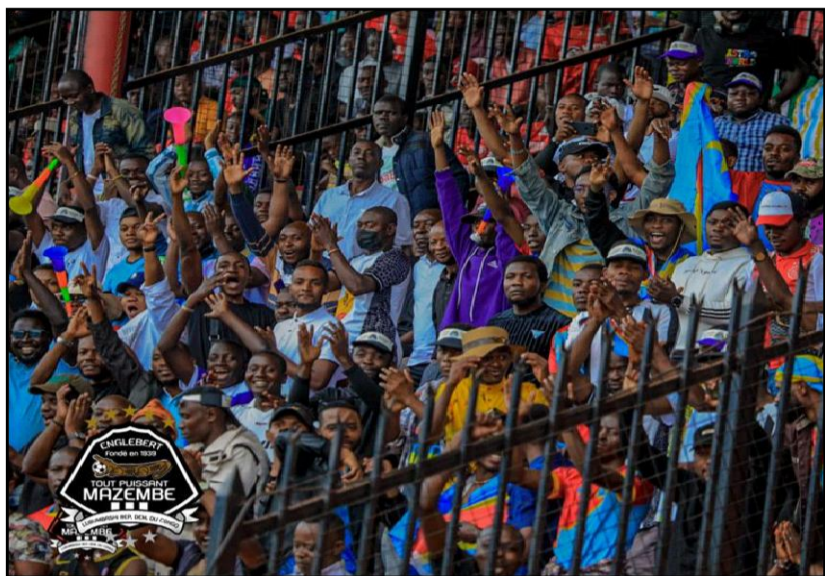
compétition. Malgré des budgets souvent limités, la réalisation de ces films reste séduisante.

Il n'est pas superflu de rappeler que, «*Écrans noirs*» est un festival de cinéma africain, fondé en 1997 par le réalisateur Bassek Ba Kobhio, qui se tient tous les ans, à partir du mois de juin, à Yaoundé, au Cameroun.

Organisé par l'association Écrans noirs, qui a comme objectif la diffusion des créations cinématographiques de six pays d'Afrique centrale (Cameroun, Gabon, Congo, République démocratique du Congo, République centrafricaine et Tchad), le festival se veut aussi un espace de réflexion sur le cinéma et organise des colloques, rassemblant des professionnels, qui débattent sur des thèmes concernant les conditions d'exercice et l'évolution de cet art sur le continent africain. Les organisateurs du festival proposent par ailleurs des résidences d'écriture pour les scénaristes.

C1, TPM-VIPERS de ce samedi

Moïse Katumbi mobilise les supporters



Les Corbeaux affrontent Vipers SC, ce samedi 15 octobre à 15h00 à Kamalondo en match retour. Lors de cette rencontre décisive, une victoire est impérative pour atteindre la phase des groupes. Après le nul à Kampala, le Chairman Moïse

KATUMBI a lancé un message à l'intention de tous supporters. Nul doute que les Badiangwenas adopteront les vœux du Chairman Moïse KATUMBI et partageront ce message pour qu'ensemble la qualification soit acquise.

LINAFOOT D1

Le championnat sous la menace d'un arrêt !

« Nous voulons terminer le championnat », c'est le souhait de la Ligue nationale de Football. Mais, un problème se pose : les moyens pour le déplacement des clubs. Profitant de la reprise de la 28e édition du championnat national, le président de la commission de gestion de la Linafoot a, une fois de plus, rappelé la nécessité, de la part de l'État Congolais, de mettre des moyens pour la réussite de cette édition.

« Nous nous réjouissons de la reprise du championnat. Depuis deux saisons, le gouvernement a décidé de prendre en charge les clubs et les officiels de la Linafoot. Pour la saison passée, notre ministre a fait de son mieux pour que la manche aller se termine. Pour cette saison, nous avons les états de besoin pour la poursuite du championnat », a indiqué Bosco Mwehu et de préciser que pour ce



début, la Linafoot a commencé avec l'argent que l'État Congolais avait donné pour la saison passée.

Des inquiétudes ?

Le championnat a repris mais, il y a des fortes inquiétudes qu'il s'arrête au bout de la troisième journée selon le patron de la Linafoot. « Si à la troisième journée, le gouvernement ne nous vient pas en aide, ça sera compliqué de continuer. Nous avons confiance en notre ministre et notre gouvernement. Nous avons aussi la grâce d'avoir un prési-

Le Président Moïse Katumbi a d'abord remercié la communauté congolaise vivant en Ouganda pour avoir soutenu l'équipe de leur pays lors de la première manche qui s'était déroulée à Kampala. Lors de cette rencontre, les Congolais ont applaudi, du début à la fin, la prestation des joueurs de Mazembe, les poussant d'ailleurs au bon résultat de zéro but partout.

Pour la rencontre de ce samedi, le Chairman exhorte les supporters congolais, à travers le territoire national, à apporter leur appui aux Badiangwenas. En dépit de la suspension de certains joueurs ténors, la victoire est à la portée de TP Mazembe, a-t-il rassuré. Ce faisant, il a mis en garde contre tout comportement de nature à démoraliser les joueurs sur le terrain de jeu. Toute personne qui afficherait pareil comportement sera considérée comme un infiltré missionné pour saborder la prestation des joueurs.

LR

L'AGO enfin tenue

Renaissance sur la route de la Vodacom Ligue I !



avoir tenu son Assemblée. Billy Maluwa s'occupera dans un premier temps des affaires courantes, jusqu'à la mise en place du nouveau comité.

Peu après ces assemblées, Billy Maluwa dit vouloir prôner la paix pour l'avancement du

club et rejette en bloc, toute mesure d'un éventuel bras de fer avec le fondé Pascal Mukuna :

« Nous n'étions pas en guerre ou en bataille et moins encore en conflit. Le FC Renaissance est et restera toujours un et indivisible », a-t-il affirmé.

Par ailleurs, les « Orange » ont demandé à la LINAFOOT de retoucher le calendrier de leurs matches à la Vodacom Ligue I c'est à dire « débiter quelques matches à Kinshasa, avant ensuite d'aller dans la partie EST du pays ».

Si proches de la zone rouge la saison passée, avec sa 15e place arrachée aux forceps, les « Bana Fibo » auront à cœur cette saison, de corriger les failles de la saison dernière.

Henock Seke/leopardfoot

Seul parmi les 20 clubs engagés à la 28e édition de la Ligue Nationale de Football, à n'avoir pas tenu son Assemblée Générale Ordinaire, en raison de querelles ayant fait surface en interne, lesquelles avaient subdivisé l'équipe en deux parties (aile Mukuna et pro Maluwa, ndr) le Football Club Renaissance sera finalement conduit par Billy Maluwa.

C'est sous la houlette du secrétaire général de la FECOFA, Belge Situatata, qu'a eu lieu le dimanche 09 octobre au siège de l'instance dirigeante du football congolais, l'A.G.O du Football Club Renaissance du Congo.

En différend depuis un moment, Billy Maluwa et Pascal Mukuna, ont décidé d'enterrer l'hache de guerre. Sur ce, il a été décidé que le FC Renaissance ne sera pas écarté de la VL1 après

Championnat Scolaire Africain de Football

Ambiance festive au Caire pour clôturer le premier tournoi zonal

L'Ecole de garçons Hedi Ayadi de Tunisie et l'Ecole de filles Omar Ibn Khatib du Maroc ont toutes



deux assuré leur place dans la phase continentale du Championnat Scolaire Africain de Football de la CAF après avoir remporté les qualifications zonales de l'UNAF au Caire, en Egypte.

Après avoir battu l'Ecole Alkaleel de Libye 2-0 dans le dernier match des jeux zonaux, l'Ecole Hedi Ayadi a accumulé 12 points pour assurer sa place dans la phase continentale.

Chez les filles, le match opposant l'équipe tunisienne de l'Ecole Aroui à l'Ecole Elkarama de Libye a été l'un des plus passionnants de la compétition. L'Ecole Aroui a battu l'Ecole Elkarama 9:0. Cependant, elle a échoué à 3 points du vainqueur, l'Ecole Omar Ibn Khatib.

L'Ecole Hedi Ayadi, qui a remporté le championnat des garçons, et l'Ecole Omar Ibn Khatib, qui a remporté le championnat des filles dans le concours zonal de l'UNAF, ont gagné chacun la somme impressionnante de 100 000 USD.

Les équipes classées deuxième et troisième chez les garçons et les filles ont également reçu respectivement 75 000 et 50 000 USD.

L'Ecole Boulawech Boumerde (ALG) a remporté la médaille d'argent avec 7 points tandis que l'Ecole Sewada (EGY) a obtenu la médaille de bronze chez les garçons avec 6 points.

Chez les filles, l'Ecole Aroui (TUN) a remporté l'argent avec 9 points et l'Ecole Mejda (EGY) le bronze avec 5 points.

Certains talents impressionnants pendant la compétition ont également été récompensés pour avoir offert

un grand spectacle.

Chez les filles, Salma Marzouki de l'école tunisienne Omar Ibn Khatib a remporté le prix de la meilleure buteuse tandis que l'école Elkarama de Libye a reçu le prix du fair-play. Le prix de la meilleure joueuse a été attribué à Sara Dofry du Maroc.

Chez les garçons, l'Ecole el Maghraoui du Maroc a remporté le prix du fair-play et Khoubayeb Bouzima le prix du meilleur buteur. Aziz Ahmed Jouinni a également remporté le prix du meilleur joueur.

Le prix de la meilleure gardienne a été attribué à Ahlam Boukhorb de l'école marocaine Omar Ibn Khatib chez les filles, tandis qu'Ayoub Selmani de l'école Hedi Ayadi a remporté le prix chez les garçons.

Plus tôt dans la journée, l'atelier FIFA Connect a été organisé pour la CAF, l'UNAF, les directeurs techniques et les entraîneurs afin de rafraîchir les connaissances du jeu.

Au rang des invités à la cérémonie de clôture, il faut compter le ministre égyptien de l'éducation et de l'enseignement technique, Dr. Reda Hegazy, le ministre des sports Ashraf Sobhi, le président de la fédération égyptienne de football, Gamal Allam, le président de l'UNAF Abdelhakim Al-Shalmani, et le Secrétaire Général de la CAF Véron Mosengo-Omba.

Débâcle de la justice

Fatshi invité à s'assumer !

Le président de la République, Félix Tshisekedi, a fait, vendredi en Conseil des ministres, un constat amer sur l'administration de la justice en République Démocratique du Congo, critiquant le mauvais rendement des magistrats. « Chaque jour, dans tous les coins du pays, le peuple assiste abasourdi scandaleusement à des actes ou comportements de certains acteurs judiciaires ainsi qu'à des actions ou décisions judiciaires, à la limite du hasard et de la théâtralisation de la Justice, creusant davantage la méfiance devenue légendaire entre le peuple et la Justice », a indiqué le président Tshisekedi cité par le porte-parole du Gouvernement.

Cette prestation du chef de l'Etat, comme on pouvait bien s'y attendre, a nourri une flopée de réactions au sein de l'opinion nationale. Dans l'ensemble, l'on déplore que le Garant de la Nation et du bon fonctionnement des institutions lâche des larmes. Quelle devrait être alors l'attitude des administrés ? N'est-ce pas la dépression, car « abandonnés » à leur triste sort, face à des magistrats et juges dont la seule préoccupation est le lucre.

La cour de Fatshi en cause

Accusés, ces derniers n'ont nullement placé leur langue dans la poche. En réaction au « procès » leur intenté par le chef de l'Etat, des magistrats contactés ont vomi la vérité : « C'est bien de s'en prendre au rendement des magistrats. Mais le Garant de la Nation et du bon fonctionnement des Institutions nous faciliterait énormément la

tache en rappelant à l'ordre tous ces responsables politiques et militaires dont les membres de son Cabinet qui ont la mauvaise habitude d'interférer dans notre travail, au mépris et en violation de l'indépendance de la justice pourtant consacrée par les textes », se plaint un membre du Syndicat des magistrats non sans requérir l'anonymat.

« Il n'y a pas que les interférences, intimidations et autres trafics d'influence. Il y a aussi les mauvaises conditions de travail », ajoute un autre magistrat abordé mardi au Tripaix de Kasavubu, s'exprimant, lui aussi, sous couvert de l'anonymat.

Ces accusations à charge notamment des conseillers du président de la République ont suscité la réaction du député national Auguy Kalonji. « Je ne suis pas d'accord quand les magistrats disent qu'il y a des intimidations et le trafic d'influence de la part de certains conseillers de la Présidence. S'ils le disent, c'est-à-dire qu'ils connaissent de qui il s'agit. Ils n'ont qu'à les dénoncer. Le président de la République leur a dit plusieurs fois que chaque fois qu'il y aura un Conseiller qui va essayer d'user de sa position pour marcher sur la justice, arrêtez-le ou dénoncez-le ! Mais nous n'avons jamais entendu qu'un Conseiller ou qui que ce soit a été dénoncé par un magistrat », tempête cet élu du peuple appelant tout le monde à rectifier le tir.

Pour lui, ce cri d'alarme du président de la République devrait interpeler tout le monde. « Ce n'est plus le temps de se justifier mais c'est le temps de corriger ce qui ne va pas et c'est le temps de travailler pour que les choses avancent. Le peuple souffre

à partir de mauvaises décisions que parfois la justice rend en défaveur du petit peuple pour privilégier certaines autorités ou ceux qui ont plus des moyens », renchérit-il.

Tout en appelant le président de la République à ses responsabilités, Maître Jean-Claude Katende, président de l'association congolaise de défense des droits de l'homme -ASADHO- prie, pour sa part, les magistrats à brandir l'indépendance que leur assure la Loi pour refuser de faire droit à toute sollicitation non éthique, sinon à démissionner s'ils trouvent l'environnement hostile.

« Je crois personnellement que les magistrats ont tort de dénoncer le trafic d'influence, intimidations et interférences dans la mesure où la loi leur garantit une certaine indépendance. Et dans le cas de la situation que nous connaissons en République Démocratique du Congo, ils doivent se montrer un peu courageux. Mais dans la plupart de cas, ces magistrats, qui soi-disant, dénoncent les interférences, les intimidations et les trafics d'influence, veulent rester dans leur confort à Kinshasa et c'est la raison pour laquelle ils ne veulent pas dénoncer ou refuser d'obéir à ces intimidations ou trafics d'influence ».

Le peuple abandonné

Ce bing bang entre les politiciens et les magistrats ruine dangereusement le sort du petit peuple dont l'intérêt est sacrifié sur l'autel des intérêts sordides. On

en veut pour preuve, l'élargissement des détourneurs de plusieurs millions de dollars alors que les routes, l'eau potable, l'électricité... sont hors de portée de la masse et freinent le développement du pays. C'est pourquoi Jean-Claude Katende a le sentiment qu'il faut le plus plaindre le peuple dans cette situation. « Parce que, vous savez bien que moi, la justice est rendue au nom du peuple congolais. Ça veut dire, en d'autres termes, que mêmes les jugements iniques qui sont rendus, c'est en notre nom. Ça veut dire que nous, le peuple, devons surveiller les magistrats et les juges, suivre les décisions qu'ils rendent en notre nom de sorte que si ces décisions ne sont pas conformes aux lois, à la justice et au bon sens, nous pouvons les dénoncer ou organiser des marches pour dénoncer ce genre des magistrats ou des juges », explique-t-il.

Quelles qu'en soient les raisons, le président de l'ASADHO soutient que la débâcle de la justice incombe dans une large mesure au Chef de l'Etat. « Le président de la République est lui-même la personne qui nomme et relève en dernier ressort les magistrats ; c'est sa responsabilité », assène-t-il en définitive.

LR

Le SG Bolengetenge est formel

Ensemble ne partagera pas le bilan de F. Tshisekedi !

Le parti Ensemble pour la République de Moïse Katumbi, a réagi aux propos de secrétaire général de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS), Augustin Kabuya qui, lors d'une matinée politique de son parti, a indiqué que le bilan du Président Tshisekedi sera partagé par toutes les composantes de l'Union Sacrée de la Nation.

Dans une interview accordée à TOP CONGO FM, Dieudonné Bolengetenge, secrétaire général d'Ensemble pour la République a rétorqué que le bilan du quinquennat Tshisekedi n'est pas le bilan de l'Union. « L'Union sacrée n'aura géré avec lui qu'une portion de son mandat », a-t-il argué sur TOP CONGO FM. « Le président de la République a pris un certain nombre d'engagement vis-à-vis de la nation en tant que candidat à l'élection présidentielle. Le moment venu, c'est lui qui va présenter son bilan devant le peuple », a-t-il soutenu.

Alors que le SG du parti présidentiel a appuyé ses propos par le fait que les personnalités et cadres issus d'Ensemble pour la République sont dans le gouvernement de l'Union sacrée et d'autres institutions du pays, Dieudonné Bolengetenge a indiqué que ceux-ci exercent des responsabilités d'État, pour lesquelles ils sont responsables. « Nous allons assumer ce qu'ils auront fait en bien ou moins bien au service de la République », a-t-il affirmé.

Invité à quitter officiellement l'Union sacrée à cause de prise de positions ouvertement contre la gestion actuelle du pays, faisant allusion aux propos du porte-parole du président national de sa formation politique [Ensemble pour la République Ndlr], le secrétaire général du parti soutient que l'Union sacrée n'est pas un conglomérat de moutons.

« J'aurais aimé entendre Augustin Kabuya et lui poser la question de savoir quel est le sens qu'il donne à l'Union sacrée. Moi, j'ai pu comprendre sur la base des propos du président de la République lui-même. Il avait consulté les forces politiques les plus significatives de notre pays pour la refondation de l'action du gouvernement autour de cette participation de forces significatives du pays à la gestion de la République pour sortir le pays d'une situation de blocage. C'est qui a justifié la main tendue du Président de la République aux principales forces significatives du pays et nous avons répondu présent. C'est également pour cette raison que nous avons des gens issus de notre famille politique qui participent à la gestion de la chose publique », a expliqué Dieudonné Bolengetenge.

« La compréhension selon laquelle, quand nous sommes dans l'Union sacrée et que vous avez une prise de position dans le sens de dire ce qui va bien ou ne va pas bien, nous devons quitter l'Union sacrée, n'est pas du tout la bonne », a-t-il rétorqué.

Il faut dire que c'est depuis plusieurs mois que les tensions persistent entre cadres proches de l'ancien gouverneur du Katanga qui affiche des ambitions de briguer la présidence aux élections de 2023 et ceux du président congolais. Très récemment, c'est Augustin Kabuya, Secrétaire général et chef intérimaire du parti présidentiel, l'UDPS, qui a lancé les hostilités en appelant le clan Katumbi à quitter la coalition.

« Mieux vaut quitter l'Union sacrée. Cela va nous aider à bien vous identifier. Arrêtez de faire la politique de l'autruche ou de la chauve-souris », a-t-il lancé à Moïse



Le Secrétaire Général du parti Ensemble pour la République de Moïse Katumbi; Bolengetenge, a réagi aux propos de secrétaire général de l'UDPS

Katumbi et à son parti politique Ensemble pour la République, Augustin Kabuya, secrétaire général de l'UDPS. Il répliquait au porte-parole de Moïse Katumbi, Olivier Kamitatu, dressant un tableau sombre de la situation générale du pays et insistant en même temps sur le fait qu'aucune seconde sera accordée au président Tshisekedi pour un deuxième mandat.

Pour Augustin Kabuya, Ensemble pour la République doit s'assumer en démissionnant de tous les postes occupés et autres avantages accordés au nom de l'Union Sacrée dont Félix Tshisekedi est le

seul chef.

« Ce que Kamitatu a fait est une fuite en avant. Le discours que développe Ensemble pour la République aurait été compris s'il venait du PPRD ou de Lamuka. Mais, vous êtes avec nous dans les institutions, vous en tirez profit et vous en vivez. Mais, vous ne participez jamais aux réunions de l'Union sacrée. Mais, vous chargez l'image du président de la République et ternissez l'image des institutions. Cela est incompréhensible », a-t-il ajouté.

Carmel Ndeo/politico.cd